

Revenir aux sources de la laïcité

Derrière la polémique qui oppose le premier ministre Manuel Valls et Jean-Louis Bianco, le président de l'Observatoire de la laïcité, c'est la définition même de la laïcité qui est en jeu.

Rappelons la polémique. Le 6 janvier dernier, dans une interview accordée à France Inter, Elisabeth Badinter indique : « *Il ne faut pas avoir peur de se faire traiter d'islamophobe [...] À partir du moment où les gens auront compris que c'est une arme contre la laïcité, peut-être qu'ils pourront laisser leur peur de côté pour dire les choses.* » Sur ce Nicolas Cadène, membre de l'Observatoire, twitte qu' « *un travail de pédagogie de trois ans sur la laïcité est détruit par une interview* ». Le premier ministre, lors d'un débat au CRIF, apporte son soutien à Elisabeth Badinter, en ciblant directement Jean-Louis Bianco et Nicolas Cadène, et rappelle à l'Observatoire de la laïcité qu'il ne peut pas « *dénaturer la réalité de cette laïcité* ».

Derrière ces péripéties, il y a un vrai choix de société. La laïcité se définit-elle comme la neutralité de l'État ou est-elle devenue la quête impossible d'une neutralisation de la société ?

Jamais, dans l'histoire de la République française, cette notion n'a subi une interprétation aussi rigoriste. Le contexte est aujourd'hui celle d'une société multiconfessionnelle, aux antipodes de ce qu'était la société française lorsqu'elle dut s'émanciper de la tutelle d'une Église établie depuis des siècles. Aujourd'hui, le même terme de « laïcité » sert de filtre à travers lequel se jauge l'intégrabilité de citoyens français issus d'une confession minoritaire. Cette évolution sémantique contredit le sens originel de la notion, telle que la définit par exemple l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par

l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.» Lorsque désormais la « laïcité » est citée, elle est, derrière les objectifs affichés (émancipation de la femme, avancée de la rationalité, lutte contre le dit « communautarisme »...), une tentative – plus ou moins consciente – de réduction de la visibilité des minorités au sein de l'espace public.

À l'école particulièrement, l'affichage laïque s'éprouve moins comme une proposition neutre et émancipatrice que comme l'arme du déni, voire du mépris d'expériences quotidiennes et concrètes de relégations et d'humiliations. Un racisme « institutionnel émerge qui n'est pas à repérer dans l'attitude de quelques individus mais dans la logique d'un système qui conduit à désavantager systématiquement certaines catégories socio-culturelles. L'après-Charlie a donné lieu à une surenchère dans l'affichage d'une laïcité conçue comme la réponse magique à ce qui est perçu comme une menace de balkanisation de la société et de l'école. Mais les mesures institutionnelles n'interrogent pas les raisons profondes qui font que les lieux de citoyenneté scolaire (comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté au collège, conseils de vie lycéenne, conseils d'enfants, associations de vie lycéenne, etc.) restent le plus souvent non investis par les acteurs de l'école. Elles abordent la question de la ségrégation scolaire, mais sans prendre la mesure des conséquences qu'elles entraînent, et des efforts à accomplir pour entreprendre une politique publique en mesure de faire émerger du Commun.

L'élaboration de ce creuset passe par une triple révolution. Une *révolution des contenus enseignés*, avec la réécriture de ce que nous sommes, qui implique – de manière apparemment paradoxale – que l'on fasse sa place à la diversité de nos héritages. Une *révolution administrative*, où la question de la carte scolaire laissera la place à une politique de mixité volontariste et supportée par un projet de société fondée sur la relation. Une *révolution pédagogique*, à partir d'une refonte de la formation enseignante, fondée sur la mise en activité et l'anticipation des situations.

François Durpaire
Béatrice Mabilon-Bonfils*

* François Durpaire est historien, Béatrice Mabilon-Monfils sociologue. Ils sont les auteurs de *Fatima moins bien notée que Marianne. Pour une laïcité d'inclusion*, Éditions de l'Aube, 2016.